Un collectif d'historiens appelle à voter Macron

03/05/2017 à 12h11

Des historiens se joignent aux appels à faire barrage contre le Front national au second tour de la présidentielle et à écarter le choix de l'abstention.

Au nom de l'histoire, faisons «front» face à l'extrême droite.

Il est temps pour nous, membres du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH), de prendre position à une semaine du second tour de l'élection présidentielle, dans un climat politique singulièrement inquiétant, et tout particulièrement à gauche. Le CVUH n'est pas un mouvement politique ni un syndicat, mais il a une fonction à la fois savante et critique depuis sa fondation. Une des raisons fondatrices du CVUH, en 2005, est le rapport à l'instrumentalisation de l'histoire de la colonisation de l'Algérie. Rappelons-le : il s'agissait pour nous initialement de récuser l'idée de devoir enseigner sous injonction ministérielle les aspects positifs de la colonisation, comme le formulait le second alinéa de l'article 4 du projet de loi : «Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le caractère positif de la présence française outremer et notamment en Afrique du Nord.» C'était une proposition de Jacques Chirac, mais dont il était assez évident qu'elle cherchait à séduire l'électorat d'extrême droite, nostalgique de l'Algérie coloniale et les milieux qui entreprenaient déjà une réhabilitation publique de l'OAS.

Nous sommes dans une situation infiniment pire, et qui nous requiert pour les mêmes raisons : le FN et sa candidate ne cessent d'instrumentaliser l'histoire, celle de la

colonisation, celle de l’immigration, celle de la déportation et de l’extermination des juifs, celle de l’occupation, celle du protestantisme, celle de l’islam, celle de l’Europe, etc. – la liste est longue. Cela au nom de la «patrie», au nom du «peuple», au nom d’une conception fermée, xénophobe et agressive de la France, et de la «fierté nationale» qu’il faudrait restaurer. Et il faut s’attendre à des projets de loi beaucoup plus graves et injonctifs concernant l’enseignement de l’histoire, dans le primaire, le secondaire et le supérieur.

Bien sûr, nous constatons l’usage et l’instrumentalisation du drapeau tricolore, de ces mêmes mots de peuple, de patrie, de France, chez la plupart des partis politiques et des candidats à l’élection présidentielle. Et bien sûr, en tant que citoyens d’opinions diverses, nous pouvons nous inquiéter de certaines propositions du candidat d’En marche concernant la sécurité sociale et la loi travail, entre autres. […]

Libération